

Solidaires en action

N° 142

Le 15 novembre 2016

25 novembre : debout contre les violences faites aux femmes

Nous vivons dans un pays où il y a 86 000 viols par an dont seulement 1,5% sont condamnés. 216 000 femmes sont victimes de violences conjugales, 122 sont mortes en 2015. **Stop aux violences faites aux femmes !**

Nous vivons dans un pays où on enferme une femme, Jacqueline Sauvage, qui a enduré, ainsi que ses enfants, 47 ans de coups, sévices et viols de la part de son mari et a fini par le tuer. **Liberté pour Jacqueline Sauvage !**

Nous vivons dans un pays où, par manque de volonté politique, les lois et leur application ne sont pas à la hauteur de l'enjeu que représentent ces violences. **Pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes !**

Nous vivons dans un pays qui a signé et ratifié en 2014 la « Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique » dite Convention d'Istanbul. Cette Convention, que les États doivent obligatoirement transposer dans le droit national, contient des dispositions plus favorables que le droit français. **Transposition immédiate dans le droit français de la Convention d'Istanbul !**

Nous vivons dans un pays qui a adopté une loi courageuse de lutte contre le système prostitutionnel et pour l'accompagnement des personnes prostituées. **Application complète de cette loi, avec des budgets suffisants, notamment pour financer les parcours de sortie du système prostitutionnel !**

Nous vivons dans un pays où le gouvernement, pliant devant des intégristes religieux, a supprimé les ABCD de l'égalité qui visaient à lutter contre les stéréotypes de sexe à l'école. **Pour une réelle éducation à l'égalité, qui ait les moyens concrets d'être effective et de qualité, obligatoire à chaque niveau du système éducatif !**

Nous vivons dans un pays où chaque jour 10 viols ou tentatives de viols sont commis sur le lieu de travail, sans parler du harcèlement sexuel, des blagues graveleuses, des remarques sur le physique... Avec en plus le risque pour la victime de perdre son emploi. **Adoption d'une norme internationale de l'OIT contre les violences sexistes et sexuelles !**

Nous vivons dans un pays où être lesbienne expose encore à des violences physiques et verbales dans tous les milieux : public, professionnel, familial, amical. **Sensibilisation à la lesbophobie dans toutes les actions et campagnes contre les violences faites aux femmes.**

Nous vivons dans un pays où 4 femmes handicapées sur 5 vivent des violences physiques, psychologiques, institutionnelles, sexuelles, de discrimination professionnelle etc. et où le manque d'accessibilité des établissements de santé, des tribunaux, des lieux de formation ou de loisirs perdure. **Accessibilité, formation des professionnel-les (santé, police, justice) et quota obligatoire d'emploi de 6%, dont 3% pour les femmes !**

Nous vivons dans un pays où l'État consacre 0,05 % de son budget (soit 221,2 millions d'euros) à l'égalité femmes-hommes. Quant à elles, les violences conjugales reviennent à 2,5 milliards d'euros par an (frais médicaux, de thérapie de justice, police, perte d'emploi, déménagements, etc.). Les subventions accordées aux associations qui hébergent et accompagnent les femmes victimes de violences sont rognées constamment. **Augmentation du budget du Ministère et des subventions pour que les associations qui remplissent des missions de service public puissent fonctionner !**

Nous vivons dans un pays où les discours populistes et réactionnaires augmentent et veulent faire croire que fermer les frontières suffirait à arrêter les violences faites aux femmes ; dans un pays dont le gouvernement a déclaré ne vouloir recevoir en 2 ans que 30 000 exilé-e-s qui fuient la guerre, les persécutions et la terreur, notamment de Daesh en Syrie. **Halte aux mensonges, aux amalgames et à la stigmatisation ! Bienvenue aux exilé-es !**

Nous vivons dans un pays qui participe à des conflits armés engendrant tueries, violences sexuelles, viol utilisé comme arme de guerre, enlèvements, trafic sexuel, déplacements massifs et forcés, accroissement de la pauvreté, etc. **Priorité aux cessez-le-feu, aux pourparlers de paix et à la participation des femmes aux processus de paix !**

Nous vivons dans un pays où, malgré les grands principes d'égalité femmes/hommes, inscrits dans tous les textes fondamentaux, dont tout le monde se félicite, sévissent toujours domination patriarcale, inégalités et violences.

Au pays des « droits de l'homme » et de l'égalité, on frappe, on viole, on tue tous les jours.

Pour que le pays des droits de l'Homme devienne enfin, aussi, le pays des droits des femmes !

A l'appel du Collectif National pour les Droits des femmes, et de nombreuses organisations dont Solidaires, des initiatives auront lieu dans plusieurs villes de France le vendredi 25 novembre. A Paris, une manifestation partira de Bastille à 18h30.

Finances publiques : nouvelle grève le 15 novembre

L'appel à la mobilisation générale lancée pour ces trois derniers mois de 2016 par l'intersyndicale Solidaires, CGT et FO a déjà donné lieu à de nombreuses initiatives locales, notamment le 17 octobre, journée nationale d'actions. Que ce soit en métropole ou en outre-mer, dans l'ensemble des directions des Finances Publiques, les actions locales se sont multipliées. La détermination des agents des Finances Publiques qui ont répondu en nombre à cet appel avait mis, une fois encore, en exergue le fort mécontentement des personnels lassés de la dégradation de leurs conditions d'exercice des missions au sein de la DGFIP, ils ont une nouvelle fois dénoncé l'incapacité manifeste du Directeur Général à défendre ses agents et ses services, et condamné les régressions que celui-ci leur impose dans ses choix stratégiques pour notre administration.

Quelles que soient les modalités utilisées - **blocages, grèves, tournées de services, distributions de tracts aux publics, actions autour des instances locales** ces actions ont reçu le soutien tant des personnels que des usagers. La fébrilité de la Direction Générale, qui multiplie les provocations et les abus de droit pour casser ce mouvement, démontre sa crainte de voir ce mouvement s'amplifier avec le soutien des usagers, exaspérés par la dégradation du service public dans son ensemble. Par pure idéologie ultra-libérale, certains veulent en finir avec le service public, le statut de la Fonction Publique, et plus particulièrement la DGFIP.

C'est dans ce contexte que Solidaires Finances publiques, la CGT Finances publiques et FO-DGFIP appelaient les agents à se mobiliser et à faire du **15 novembre** une **journée morte à la DGFIP**.

I-Télé : cagnotte de grève

En lutte pour l'indépendance de la rédaction, face aux abus de pouvoir extravagants de l'actionnaire de la chaîne Vincent Bolloré, **les salarié-es d'I-Télé sont entré-es dans leur cinquième semaine de grève**. L'Union syndicale Solidaires et le SNJ soutiennent pleinement ce mouvement exemplaire, inédit, et qui fera date chez les journalistes. Au-delà du cas Morandini, quelle politique éditoriale et quels moyens ? Information ? Divertissement ? Le mélange des deux ? Quel est le véritable projet de Bolloré ?

Une cagnotte de grève a été ouverte : <https://www.lepotcommun.fr/pot/9cnyg7wm>. Elle est destinée à aider les salarié-es grévistes, et en particulier les plus précaires d'entre eux/elles, à passer le cap et à poursuivre le combat. **L'Union syndicale Solidaires et le SNJ encouragent chacun-e à faire un geste**. Pour eux/elles, pour l'éthique, et pour l'honneur d'une rédaction.

Santé et action sociale : vers une manifestation nationale

Les Fédérations CGT, FO et SUD de la santé et de l'action sociale, se sont retrouvées, le 9 novembre, au lendemain d'une **journée réussie de grève et de manifestations** des professionnel·les du secteur.

Cette mobilisation, inédite, s'inscrit dans la poursuite de l'action commune de 5 mois pour l'abrogation de la Loi El Khomri et de la dynamique, engagée depuis juin 2015, par ces trois organisations dans le secteur social, médico-social et sanitaire, public et privé.

Plus d'une **centaine de rassemblements ou manifestations**, à Paris, comme dans toute la France, ont permis à des dizaines de milliers de professionnel·les, toutes catégories confondues, de réaffirmer leurs revendications.

Les réponses des pouvoirs publics ont été les mêmes, au ministère comme dans les ARS (Agences régionales de santé) : « les moyens ont été déployés dans les établissements, il n'y a pas de suppressions de postes, il n'y a pas de suppressions de lits », comme si des consignes avaient été données !

Alors que des milliers de salarié-es de ces secteurs, étaient en grève, assigné-es, réquisitionné-es ou en manifestation, y compris sous les fenêtres du ministère, la Ministre ose apporter comme seule réponse la constitution d'un groupe de travail sur la QVP (Qualité de Vie Professionnelle). Les réponses de la Ministre, comme celles de ses ARS sont inacceptables !

Pour les manifestant·es, **pour tous les personnels hospitaliers et du secteur médico-social, pour les organisations syndicales, c'est une véritable provocation. Tous disent unanimement : cela suffit !**

Les Fédérations CGT, FO et SUD de la santé et de l'action sociale, proposeront à leurs instances nationales une nouvelle journée de grève et une **manifestation nationale** pour le premier trimestre 2017.

Elles appellent leurs syndicats et les personnels à se réunir en assemblées générales dans les établissements pour préparer la mobilisation, apporter leurs témoignages et exiger la prise en compte de leurs revendications.



Education prioritaire : la mobilisation s'élargit

Lancée en mai par plusieurs lycées généraux, technologiques et professionnels, la mobilisation regroupe désormais des dizaines d'établissements qui ont signé l'appel « **Touche pas à ma ZEP** » dans les académies d'Aix Marseille, Amiens, Créteil, Grenoble, Montpellier, Nancy Metz, OrléansTours, Toulouse et Versailles. **La mobilisation continue de s'amplifier, avec des taux de grévistes de plus de 80% dans certains établissements.**

Depuis 2014, avec la réforme qui a acté la fin des ZEP, la question des lycées avait été reportée. La ministre a annoncé son intention d'exclure les lycées de l'éducation prioritaire à partir de la rentrée 2017. Cela signifierait la baisse des moyens (avec la fin des limitations d'effectifs, du travail en petits groupes, de temps pour faire des projets) déjà largement insuffisants, la fin des bonifications pour le mouvement inter académique et la remise en cause de l'indemnité. La lutte s'organise à présent en direction de toute l'éducation prioritaire. **Ce gouvernement poursuit la destruction de l'éducation prioritaire, à la fois en écartant les lycées du dispositif et en réduisant les moyens dans de nombreuses écoles et collèges** qui en font partie. Le dispositif REP ne s'accompagne d'aucune baisse d'effectifs. Les pondérations débouchent sur des concertations dont les horaires et le contenu sont souvent imposés.

SUD éducation soutient cette mobilisation et les revendications qu'elle porte, et appelle tous les personnels à rejoindre cette lutte pour une vraie éducation prioritaire, capable d'affronter les inégalités scolaires, notamment le **17 novembre jour de grève nationale.**

Eure : non à la casse de la Bourse du travail !

Entre 1500 et 2000 militant-es de la CGT, de FO, de Solidaires, de la FSU mais aussi de l'UNSA, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC qui pour l'occasion retrouvaient la rue, ont manifesté mercredi 9 novembre à Evreux pour **défendre la bourse du travail de l'Eure.**

En effet, un conflit oppose les 8 organisations syndicales du département (CGT, CFDT, CFE/CGC, CFTC, FO, FSU, UNSA, Solidaires) depuis des mois à la mairie d'Evreux et au Conseil Départemental qui veulent dans le cadre d'un projet urbain récupérer la Bourse du Travail mais ne font aucune proposition de relogement décente et méprisent les organisations syndicales.

Les manifestant-es, après avoir fait le tour de la ville en passant devant la bourse du travail, se sont rassemblé-es devant la mairie d'Evreux et plusieurs portes paroles nationaux ont pris la parole (CGT, FO, FSU, Solidaires) pour souligner **l'importance des libertés syndicales, dans un contexte de répression féroce du syndicalisme de luttes**, dont celle de disposer de locaux permettant d'assurer la défense des intérêts du monde du travail.

Alsace : soutien aux 6 de Haguenau

Six syndicalistes, (de la CGT, FO et un camarade de Sud éducation) étaient convoqués le 9 novembre dernier, suite à la poursuite du procureur pour avoir manifesté et fait un barrage filtrant sur la rocade près de Haguenau durant le **conflit Loi travail**. 200 manifestant-es étaient présent-es pour les soutenir et sont ensuite allé-es en manifestation à l'hôtel du Préfet pour remettre les milliers de signature de la pétition en ligne.

L'audience a été renvoyée au 17 janvier prochain devant le TGI et le représentant du Préfet a préféré botter en touche, se cachant derrière le principe de séparation des pouvoirs... ignorant sans doute les consignes pénales données aux Procureurs, par le Ministère de la justice, donc le gouvernement ! Il a toutefois concédé que ce type de poursuite était « inhabituel » !

Pour Solidaires qui était présent, **l'on ne peut tolérer que l'on criminalise ainsi le syndicalisme de lutte, et qu'on traite les militants, syndicalistes, et autres personnes résistant à la violence sociale, comme des « voyous » !** Solidaires Alsace et Solidaires restent mobilisés ! Relaxe pour les 6 de Haguenau !

Vaucluse : l'envers du décor de l'extrême droite

Une nouvelle journée de débat/formation **contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques** aura lieu le 15 décembre à Monteux, dans le cadre de la campagne nationale intersyndicale CGT/Solidaires/FSU lancée en janvier 2014. Comme cela avait été le cas à Béziers et à Knutange, il s'agira, à partir de témoignages de syndicalistes de la région mais aussi venu-es de villes gérées par l'extrême droite, de montrer la réalité de **l'imposture sociale du FN.**

Dans le contexte actuel, et dans ce département où 5 mairies sont aux mains du FN ou de la Ligue du sud, la réussite de cette initiative est un enjeu important, et Solidaires y prendra toute sa place.

3 décembre : contre le chômage et les précarités

2016 aura été riche en reculs sociaux et en luttes. D'abord l'échec de la négociation de l'assurance chômage et bien évidemment le passage en force de la loi travail, malgré de gigantesques mobilisations. Rien n'y fait, ni les déclarations, ni le chantage du MEDEF, ni les mesurette, ni les cache misère, **le chômage ne recule pas, pire l'UNEDIC annonce d'ores et déjà son augmentation pour 2017**. Comment s'étonner quand on sait que la seule politique économique à l'œuvre est basée sur l'aide aux entreprises, sans contrepartie et sans obligations. Le C.I.C.E. c'est des dizaines de milliards de cadeaux au patronat, ainsi P.S.A. a perçu 80 millions d'euros pour 8000 suppressions d'emplois.

C'est cette logique destructrice qu'il faut remettre en cause. **Les vies qu'ils nous font vivre sont à peine des survies, des parcours du combattant semés d'embûches, des courses quotidiennes d'urgences en urgences**. La réalité c'est : 6,5 millions de chômeur-euses, 5,7 millions pour les seules catégories A, B et C. On assiste à l'explosion de la catégorie B ce qui montre le développement de la précarité, des petits boulots, des petits contrats, des courtes missions, qui sont trop souvent le lot des femmes. La conséquence c'est des petits salaires, des revenus insuffisants, c'est plus de pauvreté et de misère. Et ces chiffres qui sont des vies ne tiennent pas compte des radiations, des découragé-es, des invisibles, de celles et ceux n'ayant aucun droit.

Tout ce que les grands patrons et leurs alliés préconisent ne profite qu'à eux et prépare la prochaine crise, alors, tentons de faire le contraire :

- ◆ Réduction du temps de travail,
- ◆ retraite à 60 ans maximum,
- ◆ le SMIC à 1700 euros,
- ◆ l'indemnisation décente de toutes les formes de chômage,
- ◆ une allocation exceptionnelle de 500 euros dite « prime de Noël ».
- ◆ l'arrêt des contrôles, des radiations et des trop perçus.

Pour la 12^{ème} année consécutive, AC ! l'APEIS, la CGT privés d'emploi et le MNCP organisent le samedi 6 décembre la manifestation annuelle **contre le chômage et la précarité, et pour la justice sociale**, qui partira à 15 heures de la place Stalingrad à Paris. Solidaires soutient cette initiative et nous serons présent-es pour rappeler qu'**Un emploi c'est un droit, Un revenu c'est un dû !**

Elections TPE / TPA : on continue la campagne

Les rumeurs deviennent de plus en plus insistantes concernant un **probable report des élections prévues du 28 novembre au 12 décembre** et qui doit permettre aux 5 millions de salarié-es des Très petites entreprises ou associations, et du particulier employeur de choisir le syndicat qui les représentent. Cet éventuel report est lié à la décision de la CGT d'entamer un 4^{ème} recours contre le STC (comme envers LAB) à travers un pourvoi en cassation pour l'empêcher de se présenter à ce scrutin.

A cette heure, nous n'avons ni confirmation du report, ni surtout connaissance des nouvelles dates envisagées, qui pourraient être fin décembre ou début janvier. La campagne que nous avons mise en place dans le cadre de ces élections n'a pas pour unique but de « gagner des voix », elle a aussi pour objectif de **faire connaître notre organisation et notre syndicalisme**. Dans ce cadre, **il n'y a aucune raison de faire une pause !**

Au contraire, si un report devait avoir lieu, ce que nous ne souhaitons pas et dont nous ne sommes pas, contrairement à d'autres, responsables, **profitons de ce temps supplémentaire pour poursuivre notre campagne et aller voir plus de salarié-es des TPE et des TPA**.

Montreuil : Assises nationales des services publics

C'est dans la foulée de la manifestation de Guéret, en juin 2015, que nous nous sommes donnés rendez-vous pour **débattre des services publics du XXI^{ème} siècle**, au sein de Convergence Services Publics, qui réunit syndicats (Solidaires, CGT, FSU), associations (Copernic, Attac, Résistance sociale...), collectifs (Coordination des hôpitaux, NSED -Notre Santé En Danger-, Coordination de l'Eau, Coordination du Rail...) et des partis politiques.

Dans un contexte préélectoral de surenchère libérale sur fonds de « moins de dépenses publiques, moins de services publics, moins d'agents publics », comme unique programme, il est temps de **construire des alternatives pour le renouveau des services publics** au XXI^{ème} siècle. C'est l'objet des Assises Nationales des Services Publics qui se dérouleront les 18 et 19 novembre 2016 à Montreuil.



Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->